

DEPARTEMENT DU GARD

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ASSAINISSEMENT
DES TERRES DU BASSIN DE JONQUIERES SAINT VINCENT**

FAUCARDAGE ET CURAGE DU GRAND VALAT

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Février 2017

* * *

SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ASSAINISSEMENT DES TERRES DU BASSIN DE JONQUIERES SAINT VINCENT

FAUCARDAGE ET CURAGE DU GRAND VALAT

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Sommaire

1. Objet du marché - Dispositions générales	3	
1.1. Objet du marché - Domicile du titulaire	3	
1.2. Décomposition en lots, tranches et bons de commande	3	
1.3. Conditions de passation des bons de commande.....	3	
1.4. Conduite d'opérations et maîtrise d'oeuvre.....	3	
1.5. Contrôle technique	3	
1.6. Contraintes de calendrier	3	
2. Durée du marché.....	3	
3. Pièces constitutives du marché	3	
2.1. Pièces particulières	3	
2.2. Pièces générales	3	
4. Prix et mode d'évaluation des ouvrages - Variation dans les prix - Règlement des comptes...4		
4.1. Répartition des paiements.....	4	
4.2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - Travaux en régie	4	4
4.2.1. Modalités d'établissement des prix	4	
4.2.2. Règlement des ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché.....	4	
4.2.3. Modalités du règlement des comptes du marché	4	
4.3. Variation dans les prix	4	
4.3.1. Nature des prix.....	4	
4.3.2. Mois de référence des prix	4	
4.3.3. Modalités de variation des prix	4	
4.3.4. Application de la taxe à la valeur ajoutée	4	
4.4. Paiement des cotraitants et des sous-traitants	4	
4.4.1. Désignation des sous-traitants en cours de marché	4	
4.4.2. Modalités de paiement direct par virements	4	
4.5. Délai de paiement.....	5	
4.5.1. Modalités générales.....	5	
4.5.2. Intérêts moratoires	5	
4.5.3. Adresse où les demandes de paiement doivent s'effectuer	5	
5. Délai(s) d'exécution - Pénalités et primes	5	
5.1. Délais d'exécution des travaux.....	5	
5.2. Prolongation des délais d'exécution	6	
5.3. Pénalités pour retard dans l'exécution	6	
6. Clauses de financement et de sûreté.....	6	
6.1. Retenue de garantie	6	
6.2. Avance forfaitaire et avance facultative.....	6	
7. Préparation, coordination et exécution des travaux	6	
7.1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	6	
7.2. Organisation, hygiène et sécurité des chantiers	6	
8. Contrôles, réception et garanties des travaux.....	6	
8.1. Réception.....	6	
8.2. Garantie(s).....	6	
8.3. Assurances	6	

1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet le faucardage périodique et le curage ponctuel du ruisseau "Le Grand Valat" situé sur le territoire syndical : les prestations sont ainsi exécutées sur le territoire des communes de Manduel, Redessan, Jonquières Saint Vincent et Comps.

Les sites précis d'intervention sont définis par bon de commande.

1.2. Décomposition en lots, tranches et bons de commande

Les travaux font l'objet d'un marché à bons de commande et seront exécutés en fonction des prescriptions des bons de commande successifs, émis selon les besoins.

Commande annuelle minimum (en valeur) = 5.000€TTC

Commande annuelle maximum (en valeur) = 20.000€TTC

1.3. Conditions de passation des bons de commande

Les commandes sont passées dans les conditions suivantes :

- ✓ Un bon de commande signé est transmis au titulaire par télécopie, mail ou courrier
- ✓ Dès réception, le titulaire retourne au syndicat le bon de commande dûment complété, daté et signé
- ✓ Le titulaire dispose d'un délai de 7 jours pour formuler par écrit au syndicat ses observations éventuelles

Si le titulaire ne se conforme pas aux dispositions du marché ou aux ordres de service, le pouvoir adjudicateur le mettra en demeure d'y satisfaire, dans un délai de 15 jours, par lettre recommandée avec accusé de réception.

1.4. Conduite d'opération et maîtrise d'oeuvre

La conduite d'opération et les fonctions de maîtrise d'œuvre sont assurées par le S.I.A des Terres du Bassin de Jonquières.

1.5. Contrôle technique

Les travaux faisant l'objet du présent marché ne sont pas soumis au contrôle technique.

1.6. Contraintes de calendrier

Considérant la nature des travaux faisant l'objet du présent marché, les prestations annuelles doivent être exécutées entre le mois de mai et le mois d'août inclus, en fonction des aléas climatiques.

Des commandes liées à l'urgence ou à la spécificité d'une prestation peuvent toutefois être passées hors cette période.

2. DUREE DU MARCHÉ

Le marché est conclu pour une durée de un an à compter de sa date de notification.

Il est reconductible tacitement deux fois, sans que sa durée totale ne puisse excéder 3 (trois) ans.

La non-reconduction est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai minimum de deux mois précédant la fin de la période contractuelle.

3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

3.1. Pièces particulières

- ✓ L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles
- ✓ Le présent Cahier des Clauses Particulières
- ✓ Le cahier des charges techniques
- ✓ Le mémoire technique présenté par le titulaire

3.2. Pièces générales

- ✓ Le Cahier des Clauses Techniques Générales applicable aux marchés publics de travaux
- ✓ Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de travaux

4. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

4.1. Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire, au sous-traitant, au cotraitant.

4.2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - Travaux en régie

4.2.1. Modalités d'établissement des prix

Les prix du marché s'entendent hors T.V.A. Ils sont établis conformément au bordereau de prix unitaires.

4.2.2. Règlement des ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché

Les travaux sont réglés par application aux quantités réellement exécutées, des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix constitué par la personne publique.

4.2.3. Modalités du règlement des comptes du marché

Par dérogation aux dispositions de l'article 13-1 du Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux, les comptes sont réglés au fur et à mesure de l'émission des bons de commande et après constatation et réception des travaux par le secrétariat général du Syndicat.

4.3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des services sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

4.3.1. Nature des prix

Les prix sont révisibles suivant les modalités fixées aux articles 4.3.3 et 4.3.4.

4.3.2. Mois de référence des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres indiquée en page de garde du présent document, appelé « mois zéro ».

4.3.3. Modalités de variation des prix

En cas de reconduction du marché, les prix seront révisés à la date d'anniversaire du marché et seront applicables pour l'année en cours. Les prix restent fermes le reste de l'année.

L'indice retenu pour la variation des prix est l'index général tous travaux de génie civil TP01 publié par l'INSEE.

La formule de révision sera notifiée au titulaire lors de chaque reconduction du marché.

4.3.4. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des comptes sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'exécution des travaux.

4.4. Paiement des cotraitants et des sous-traitants

4.4.1. Désignation des sous-traitants en cours de marché

Dans le cas où la demande d'acceptation est présentée après la conclusion du marché, le titulaire remet contre récépissé à la personne publique ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration spéciale comportant les mentions définies à l'article 134 du décret n°2016-360 relatif aux marchés publics.

Par ailleurs, afin de justifier des capacités techniques et financières du sous-traitant, cette déclaration spéciale devra être accompagnée des pièces mentionnées à l'article 6 du Règlement de la Consultation.

4.4.2. Modalités de paiement direct par virements

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir du décompte afférent au lot assigné à ce cotraitant.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par la personne publique à chaque sous-traitant concerné.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par la personne publique au sous-traitant concerné.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

4.5. Délai de paiement

4.5.1. Modalités générales

Les sommes dues à l'Entrepreneur titulaire ainsi qu'à ses sous-traitants à paiement direct en exécution du présent marché sont réglées dans un délai global de paiement de 30 jours.

Conformément aux dispositions des décrets n° 2002-231 et 2002-232 du 21 février 2002 et par 3.5.2. le délai global de paiement a pour point de départ :

- **Pour les acomptes** dus à l'Entrepreneur titulaire et les paiements dus aux sous-traitants à paiement direct, la date de réception par le Maître d'œuvre des projets de décompte et des pièces annexées, qui doivent lui être adressées par tous moyens permettant d'attester une date certaine de leur réception.

Cette date est mentionnée par le Maître d'œuvre sur les certificats pour paiement transmis à la personne publique.

- **Pour le solde**, la date d'acceptation du décompte général par l'ensemble des parties (personne publique et Entrepreneur titulaire).

Cette date d'acceptation qui doit impérativement être mentionnée sur le Décompte Général par la partie qui en est le dernier signataire correspond à la date de sa signature.

- Si l'Entrepreneur titulaire est le dernier signataire du Décompte Général, il doit, au plus tard dans les 2 jours à compter de sa signature, le transmettre au Maître d'œuvre par tous moyens permettant d'attester une date certaine à son envoi.

A défaut de toute transmission au Maître d'œuvre, dans ce délai, du décompte général revêtu de sa signature ou des motifs de refus de sa signature, l'Entrepreneur titulaire est réputé avoir accepté le Décompte Général, la date d'acceptation correspondant alors au 1^{er} jour suivant le terme de ce délai.

La date de paiement correspond à la date de règlement par le comptable public, c'est-à-dire à la date d'émission de l'ordre de payer à la Banque de France.

4.5.2. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai global précisé ci-dessus fait courir de plein droit des intérêts moratoires selon les modalités définies dans le décret n° 2008-1550 du 31 décembre 2008. Le taux de ces intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la banque Centrale Européenne, majoré de 7 points.

4.5.3. Adresse où les demandes de paiement doivent s'effectuer

Les demandes de paiement devront s'effectuer à l'adresse suivante :

S.I.A des Terres du Bassin de JONQUIERES - Hôtel de Ville - 30300 JONQUIERES ST VINCENT

5. DELAI(S) D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

5.1. Délais d'exécution des travaux

Le délai d'exécution des travaux sera mentionné dans chaque bon de commande.

5.2. Prolongation des délais d'exécution

Lorsqu'un changement de la masse de travaux ou une modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages, une substitution à des ouvrages initialement prévus d'ouvrages différents, une rencontre de difficultés imprévues au cours du chantier, un ajournement de travaux décidé par la personne responsable du marché ou encore un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires qui sont à la charge du maître de l'ouvrage ou de travaux préalables qui font l'objet d'un autre marché, les dispositions de l'article 19.21 du CCAG – travaux sont seules applicables.

Conformément au premier alinéa de l'article 19.22 du CCAG Travaux, dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, les délais d'exécution des travaux sont prolongés. Cette prolongation est notifiée à l'entrepreneur par un ordre de service qui en précise la durée, laquelle est égale au nombre de journées réellement constaté au cours desquelles le travail a été arrêté du fait des intempéries conformément aux dites dispositions.

5.3. Pénalités pour retard dans l'exécution

Par complément aux dispositions de l'article 20.1 du CCAG Travaux, en cas de retard dans l'exécution des travaux il est appliqué au titulaire du lot concerné une **pénalité journalière de 50€ HT**.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'ouvrage.

6. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

6.1. Retenue de garantie

Sans objet.

6.2. Avance forfaitaire et avance facultative

Il n'est pas prévu de versement d'avance forfaitaire ou facultative.

7. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

7.1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il n'est pas fixé de période de préparation.

Chaque bon de commande indiquera au titulaire les travaux à réalisés.

7.2. Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

Se reporter au cahier des charges techniques.

8. CONTROLES, RECEPTION ET GARANTIES DES TRAVAUX

8.1. Réception

Le titulaire est chargé d'aviser le secrétariat général du S.I.A de la date à laquelle ces travaux sont ou seront considérés comme achevés.

Les opérations de réception se dérouleront conformément à l'article 41 du Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux. La réception a lieu à l'achèvement des travaux relevant de chaque bon de commande ; elle prend effet à la date de cet achèvement.

Mesures particulières relatives à la propreté en site urbain : L'attention des entreprises est appelée sur les conditions d'exécution des travaux projetés en ce qui concerne la tenue du chantier, son apparence extérieure et sa propreté.

8.2. Garantie(s)

Le délai de garantie ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière. Il est fixé conformément aux dispositions de l'article 44 du Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux.

8.3. Assurances

Avant tout commencement d'exécution le titulaire, le mandataire ainsi que les cotraitants doivent justifier qu'ils ont contracté une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution.

Lu et approuvé, à le
(visa et cachet de l'entreprise)